

L'Adresse—M. Trudeau

Nous avons appris que, dans un monde où trop souvent l'on méconnaît le droit et ses fondements moraux comme étant mis en doute ou même où l'on méconnaît le droit et ses fondements moraux, nulle société n'est assurée, quel que soit son degré de maturité sur le plan politique ou démocratique, de jouir de stabilité si certains de ses membres se livrent à la cupidité, ou méprisent les droits, la dignité et les besoins d'autrui.

Nous avons appris qu'à une époque où certains gouvernements accordent protection à des terroristes et à des pirates de l'air, aucune collectivité, si pacifique qu'elle soit, ne saurait sauvegarder la sécurité matérielle de ses membres sans leur bonne volonté et leur active coopération.

Ici, au Canada, monsieur le président, une population croissante, mieux formée et plus instruite, dont les aspirations sont plus vives que jamais, une société dont l'industrialisation et l'urbanisation vont s'accroissant, ont marqué leur empreinte sur le milieu naturel comme sur toutes les institutions, depuis la famille jusqu'au Parlement lui-même.

Tous les aspects de notre vie personnelle et collective sont en perpétuelle évolution. Je serais tenté de dire, monsieur le président, que la seule chose qui ne change pas ce sont les lamentations habituelles du chef de l'opposition officielle devant une situation qu'il est incapable lui-même de résoudre. Cela rend un peu nostalgique, monsieur le président, d'entendre les mêmes clichés et les mêmes sentiments de frustration exister invariablement chaque fois que le chef de l'opposition officielle se lève pour prendre la parole.

Au milieu, donc, de cette perpétuelle évolution, monsieur le président, il importe que nous, les Canadiens, comprenions la réalité dans laquelle nous vivons de manière à pouvoir orienter notre avenir en tant que nation.

Quelle est la réalité canadienne? Nous sommes incontestablement un peuple très fortuné. Sans aucun mérite de notre part, nous vivons dans un pays, peut-être devrais-je dire le pays qui, toutes proportions gardées, est le plus riche du monde.

Nos terres peuvent fournir plus de nourriture que nous ne pouvons en consommer. La mer nous offre plus que nos besoins. Nous sommes peut-être le seul pays du monde industrialisé dont les approvisionnements en énergie soient suffisants. Notre sous-sol abonde en minéraux que la demande mondiale rend de plus en plus précieux.

Nous formons une nation forte et prospère, dont les ressources humaines et les richesses naturelles font l'envie de tous les pays.

Les personnes qui ont suivi le déroulement de la conférence fédérale-provinciale sur l'énergie qui s'est tenue au mois de janvier dernier ne peuvent ignorer que le principal problème qui se pose à nous n'est pas, comme dans plusieurs autres pays, la guerre, la pénurie, la famine. Notre problème à nous, c'est la répartition équitable de nos richesses, nos richesses tellement abondantes, et des possibilités de progrès que ces richesses nous offrent.

Il nous faut examiner le problème à la lumière de nos ressources. Nous comprendrons alors que nous sommes mieux placés que tout autre pays pour créer le genre de société que nous voulons nous donner, à nous et à nos enfants.

Cependant, malgré leur niveau de vie très élevé, les Canadiens restent aux prises avec des problèmes dont ils demandent la solution à un gouvernement central fort.

[M. Trudeau.]

[Traduction]

Nous sommes une nation prospère, et pourtant bien des Canadiens sont encore pauvres et ont besoin d'aide. Bon nombre ont du mal à joindre les deux bouts sans que ce soit leur faute. Beaucoup ont besoin d'être mieux logés. Dans certaines régions, il faut aider les habitants à se trouver un emploi. Ailleurs, il faut améliorer les moyens de transport de façon à les rendre plus efficaces et économiques.

Les programmes libéraux ont toujours répondu à ces besoins grâce à des initiatives telles que les mesures de soutien du revenu, les politiques d'aménagement urbain et de logement, les subventions aux transports et les fonds d'expansion régionale. Et voilà que, monsieur l'Orateur, la Chambre discute une fois de plus les grandes lignes d'un programme législatif libéral qui vise à répondre encore mieux à ces besoins des Canadiens, ainsi qu'à de nombreux autres.

Toutefois, de tous les problèmes qui se posent aujourd'hui au Canada, le plus personnel, le plus répandu et le plus difficile à résoudre—et j'étais heureux d'entendre le chef de l'opposition le dire, peut-être pas dans ces termes—est celui de la hausse du coût de la vie. L'inflation touche non seulement tout le Canada, mais aussi le monde entier. La constante montée des prix éprouve cruellement les personnes à revenus modestes, les parents qui font face à une augmentation du prix des chaussures et des vêtements pour enfants, les couples qui voient le prix des logements grimper au-delà de ce que leur permettent leurs ressources, les personnes âgées dont le régime alimentaire souffre de la hausse des prix des aliments.

De telles disparités ne devraient pas exister dans un pays aussi riche et aussi prospère que le Canada. Cette situation nous pose à tous un défi, et particulièrement à ceux d'entre nous qui occupent des postes de responsabilité publique dans divers secteurs. Elle pose un défi à tous ceux qui sont à même d'influencer l'opinion publique, aux dirigeants patronaux et syndicalistes, comme à tous ceux qui exercent un pouvoir dans quelque secteur de la société. La collectivité entière est responsable d'avoir laissé s'établir un climat économique hostile à la plupart des gens et plus particulièrement aux plus démunis; elle est responsable de tolérer, voire d'encourager, un milieu social au sein duquel les idéaux ne sont pas la protection et le partage de ressources limitées mais plutôt la course à la consommation, chacun cherchant à tirer davantage des autres tout en leur donnant moins.

● (1610)

Nous ne saurions modifier du jour au lendemain des attitudes sociales invétérées; mais le désir qu'éprouve si vivement la jeunesse d'apporter à la gestion des richesses nationales une conscience plus éclairée, et de subordonner les intérêts égoïstes à la cause de la justice sociale, ce désir, dis-je, peut être pour nous motif d'espoir.

Le gouvernement actuel a toujours l'intention d'assurer une répartition équitable de nos richesses nationales, c'est-à-dire de donner aux faibles, qui ne peuvent se protéger contre l'inflation, et d'enlever aux forts, pour les empêcher de profiter de l'inflation.

Des voix: Bravo!

M. Benjamin: Pourquoi n'avez-vous pas dit cela il y a trois ans?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je ne peux pas dire quel député a parlé d'il y a trois ans, mais je crois qu'il